



A2N
NODDE
NOOTO

RAPPORT ANNUEL 2019



TABLE DES MATIÈRES

Sigles & abréviations.....	4
Mot du Directeur Exécutif.....	6
Qui sommes-nous ?.....	10
Gouvernance	16
A2N en chiffres et en images 2019..	18
Activités au programme.....	20
Activités hors programme	44
Difficultés	57
Partenariat.....	58
Situation financière.....	60

Coordination : Oumarou CISSÉ
Rédaction : Zièmé Joseph DA,
Fargo WENDIWOAGA et Oumarou CISSÉ
Texte et photos : A2N



A2N
NODDE
NOOTO

RAPPORT ANNUEL 2019

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A2N	: Association Nodde Nooto
ACIS	: Opérateur d'Appui-Conseil et Intermédiation Sociale
AdC	: Action de Carême Suisse
AFD	: Agence Française de Développement
AGED	: Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
AIDR	: Agence Internationale de Développement et de la Recherche
ANPE	: Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
AREN	: Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
ARUP	: Association Reconnue d'Utilité Publique
CA	: Conseil d'Administration
CCEB-BF	: Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Éducation de Base au Burkina Faso
CCFV	: Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CDCS	: Centre de Crise et de Soutien
CFV	: Commission Foncière Villageoise
CMA	: Centre Médical avec Antenne Chirurgicale
CMAF	: Centre de Multiplication des Animaux Performants
CNFA	: Cultivons de Nouvelles Frontières Agricoles
CODIL	: Comité Directeur Local
COGES	: Comité de Gestion
CRA	: Chambre Régionale d'Agriculture
CRS	: Catholique Relief Services
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CTS	: Comité Technique de Suivi
CVD	: Comité Villageois de Développement
CVPR	: Chaîne de Valeur Petit Ruminant
DOS	: Document d'Orientation Stratégique
ECED	: Eau Croissance Économique Durable
ECR	: Essai Contrôlé et Randomisé
FDS	: Force de Défense et de Sécurité
FFU	: Fonds Fiduciaire d'Urgence
GIE	: Groupement d'Intérêt Économique
GRN	: Gestion des Ressources Naturelles
HI	: Humanité et Inclusion
IMF	: Institution de Microfinance

IPA	: Innovation Poverty Action
ISS	: Infrastructures Structurantes Stratégiques
ISSJF	: Insertion et Stabilisation Socio-économique des Jeunes et des Femmes
LPRYI	: Lycée Professionnel Régional Yaya Idrissa de Dori
MAAH	: Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MENAPLN	: Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion des Langues Nationales
MINEFID	: Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
PACCSED	: Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la Qualité de Services dans les Secteurs de la Santé et de l'Éducation
PACT	: Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales
PADEL	: Programme d'Appui au Développement Local
PARPEL	: Projet d'Amélioration de la Résilience Par le Petit Élevage
PBF	: Peace Building Fund
PCESA	: Programme de Croissance dans le Secteur Agricole
PGPCL	: Projet d'Appui à la Gestion Pacifique des Conflits
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
PUS/BF	: Programme d'Urgence Sahel
RESA	: Résilience au Sahel
RMD	: Radio Municipale de Dori
RTB	: Radio Télévision du Burkina
SNV	: Agence Néerlandaise de Développement
SPONG	: Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
UE	: Union Européenne
UFC	: Union Fraternelle des Croyants
UICN	: Union Internationale de Conservation de la Nature
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNZK	: Université Norbert Zongo de Koudougou
VETAGRI	: Centre Polyvalent d'Actions Vétérinaires et Agricoles
VSF-B	: Vétérinaires Sans Frontières Belgique
SWEDD	: Sahel Women Empowerment & Demographic Dividend
ZIP	: Zone d'Intervention du Projet

Le mot du Directeur Exécutif

Sur les deux fronts du développement et la paix !



En décembre 2019, on dénombrait près de 650 000 personnes¹ obligées de quitter leurs localités pour des raisons de sécurité. Au cours de la même période, on a recensé 2 341 écoles fermées et 319 334 élèves en situation de déperdition (MENAPLN, 2020)² pour des raisons liées à la violence et aux attaques des groupes armés.

Jamais le Burkina Faso n'a connu pareille crise sécuritaire. Et cette situation touche tous les secteurs de la vie socio-économique du pays. Les attaques des groupes armés sont quasi-quotidiennes. Les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel sont les plus durablement touchées par cette crise sécuritaire. Des localités entières dans ces régions échappent à tout contrôle de l'État et on n'y rencontre aucune forme de présence de l'administration publique. En plus des écoles, les centres de santé se ferment les uns après les autres, les services déconcentrés de l'État, notamment ceux de l'agriculture, des ressources animales et de l'environnement désertent les postes communaux.

En pareille circonstance, on est en droit de se poser la question de savoir s'il faut continuer. Pour les acteurs non étatiques que sont les associations de développement, n'est-il pas légitime de se demander s'il faut poursuivre dans ce contexte où l'État qui est sensé garantir ce droit fondamental qu'est la sécurité n'existe plus dans une partie, fût-elle petite, du territoire national ?

Pour nous A2N, la réponse est sans équivoque. Nous allons continuer à aller vers toutes celles et tous ceux qui ont besoin de nos services. C'est même dans ce genre de circonstances que nous devons suppléer les pouvoirs publics. Nous avons ce devoir commun de poursuivre l'intérêt général et nous devons dans le contexte actuel continuer à être aux côtés des populations. Ce n'est surtout pas le moment de les abandonner.

Et c'est dans cette optique que nous avons maintenu nos engagements dans toutes les localités où nous intervenons dans les régions du Centre-Nord avec huit (8) dans le Namentenga et le Sanmatenga, et du Sahel avec les 26 communes.

1 Projections OCHA à partir de la situation du 29 novembre 2019

2 Le Burkina « enregistrait 2 341 établissements fermés, affectant 319 334 élèves », lors du premier Conseil d'Administration du MENAPLN du 30 janvier 2020 à Ouagadougou

Pour cette année 2019, nous avons été certes obligés de réadapter notre stratégie d'intervention, mais nous avons pu toucher l'ensemble des bénéficiaires de nos actions même dans les zones les plus sensibles. Et ce n'est pas pour autant que nous avons pris des risques démesurés. L'intégrité physique et la sécurité des bénéficiaires ainsi que celles de nos agents sont des principes cardinaux. Nous avons plus d'une centaine d'agents sur le terrain, beaucoup d'entre eux travaillent dans des conditions difficiles et avec des risques élevés mais continuent avec la même motivation et un sens élevé du devoir. Nous avons mis en place un protocole que nous estimons efficace

pour la sécurité de nos agents et celle des bénéficiaires. C'est le lieu pour moi de féliciter l'ensemble de ces femmes et de ces hommes qui prennent des risques considérables pour continuer à apporter l'espoir à des populations qui n'ont que cela à s'accrocher.

Malgré le contexte sécuritaire difficile dans les deux régions où nous intervenons, nous avons réussi à augmenter le volume de nos activités par rapport à 2018. Nos actions en 2019 ont davantage touché plus de personnes qu'en 2018, avec au total 82 517 bénéficiaires directs, soit 12 772 de plus qu'en 2018.

Un investissement plus conséquent dans le domaine du renforcement de la cohésion sociale et de la paix

Dans le contexte actuel de crise sécuritaire et de fragilité sociale, la recherche de la paix est devenue une priorité, c'est la base pour toute autre action. C'est pourquoi, au cours de cette année, nous nous sommes investis davantage dans des actions de renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Avec des partenaires comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), nous avons conduit de nombreuses

actions de consolidation de la paix, à travers les projets « Appui à la Gestion Pacifique de Conflits Locaux (PGPCL) » et « Jeunes & Paix » grâce à l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF). À travers ces deux projets, nous avons pu réaliser une cartographie active des mécanismes de prévention et de résolution de conflits locaux, élaborer des plans d'actions et entamer la mise en œuvre des plans de renforcement des structures étatiques et non étatiques

de prévention et de résolution de conflits dans la région du Sahel. Nous avons également bénéficié en cette fin d'année d'un appui conséquent de l'Agence Française de Développement (AFD) pour renforcer notre action dans la consolidation de la paix à travers des actions spécifiques de renforcement de la cohésion sociale dans la commune de Dori. Cet appui de l'AFD est aussi l'occasion pour nous de montrer l'importance de la collaboration entre des organisations nationales et les collectivités territoriales, car sans ce genre d'attelage entre A2N et la commune de Dori, nous n'aurions peut-être pas pu attirer l'attention de grands bailleurs comme l'AFD traditionnellement tournés vers le financement des institutions publiques. Ce genre de partenariat doit être encouragé, car il constitue, à notre avis, une réponse adaptée aux défis actuels, auxquels les réponses traditionnelles basées sur les investissements majoritairement, voire uniquement publics montrent de plus en plus leurs limites. Ce n'est pas nous qui le disons, nous sommes là pour le constater. Nous estimons que les structures non étatiques constituent une alternative sérieuse, efficace et des partenaires sur lesquels les institutions publiques doivent compter davantage. C'est pourquoi nous devons nous donner les moyens de constituer cette alternative avec des dispositifs et systèmes de gestion adéquats et répondants aux normes fiduciaires requises.

En cette année 2019, nous avons pu observer comment les communautés entières ont dû abandonner tout pour fuir les violences des groupes armés terroristes mais aussi les violences intercommunautaires causées par l'action de ces groupes. Ces violences ont davantage mis à mal la cohésion sociale que celles causées par ces groupes armés eux-mêmes. Et nous considérons que cela constitue l'une des menaces premières du retour futur de la paix et de la cohésion sociale. C'est pourquoi, nous avons suscité des cadres de dialogue entre leaders communautaires en situation de déplacement, notamment dans la région du Centre-Nord, celle qui concentre le plus grand nombre de déplacés internes provenant essentiellement des localités de cette région mais aussi de la région du Sahel.

Ces cadres sont des lieux d'interaction et de co-construction d'une paix future tant ils permettent à ces communautés que la perversité de la crise a jeté les unes contre les autres pour des raisons qu'elles ignorent. Ces communautés toutes victimes et ayant toutes subi le même sort se retrouvent en situation de déplacement loin de leurs localités et privées du « confort » habituel de leur coexistence pacifique, habituelle quoiqu'ordinairement difficile en termes de conditions de vie. Elles ont l'opportunité de commencer la reconstruction de cette habituelle et chère cohabitation pacifique qui leur permettait de se tourner sereinement vers leur habituel laborieux quotidien.

Formations des jeunes, entrepreneuriat, amélioration des systèmes de production, amélioration des revenus comme réponses

Nous avons continué nos activités entamées en 2018 avec les projets de promotion de la formation et de l'entrepreneuriat des jeunes à travers lesquels 120 jeunes de la région du Sahel ont bénéficié de formations aux métiers de maintenance de premier niveau en énergie solaire, en mécanique auto, en électricité bâtiment et transformation aliments bétails. Grâce à l'appui de Expertise France, de l'Union Européenne et du Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères, une soixantaine de jeunes vont bénéficier d'un appui pour créer leurs entreprises.

Nous devons travailler davantage à tirer nos jeunes de la précarité habituelle dans laquelle ils baignent ; c'est l'une des premières réponses au phénomène d'insécurité qui menace le développement socio-économique pour lequel les populations se battaient d'ordinaire avec beaucoup de difficultés.

Dans le même temps, nous avons, avec notre partenaire habituel Vétérinaires Sans Frontières-Belgique (VSF-B), continué à renforcer les systèmes de production à travers un appui de l'élevage familial en aviculture notamment dans la région du Centre-Nord.

Dans la même lancée en 2020

En 2020, nous poursuivrons dans la même lancée avec les mêmes actions en ciblant davantage de personnes vulnérables, en essayant encore de réduire les inégalités sociales qui se sont intensifiées avec la crise sécuritaire. En 2020, nous allons orienter nos actions vers les populations en situation de déplacées, en agissant pour la réduction de leurs fragilités socio-économiques.

Nous nous devons de consentir des efforts, de trouver des ressources supplémentaires afin de faire face à cette situation où le quotidien de nos populations sera encore fait d'incertitudes. C'est le seul moyen de leur donner espoir et force pour continuer à y faire face dignement.

Association Nodde Nooto (A2N)

Qui sommes-nous ?

L'Association Nodde Nooto (A2N) est une ONG nationale de droit burkinabè Reconnue d'Utilité Publique (ARUP) créée en 1996 pour se mettre à l'écoute et agir avec les communautés et les partenaires pour un développement durable du Burkina Faso.

Notre vision

*Des populations
résilientes et épanouies
vivent en parfaite
harmonie dans un
environnement
d'équilibre écologique,
de paix et de sécurité.*



Objectif poursuivis par A2N

A2N a pour objectif général de

« Contribuer à un meilleur équilibre du patrimoine foncier et écologique par la valorisation des initiatives communautaires. »

De manière spécifique, il s'agira pour A2N de :

- appuyer les organisations locales pour une meilleure gestion des ressources de leur milieu ;
- accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans de développement ;
- créer les conditions d'une plus grande résilience des communautés face aux effets néfastes des changements climatiques ;
- favoriser la prise en compte du genre dans le développement économique et social de leur zone.



Notre mission

A2N est une organisation vivier d'expertise pour la promotion de bonnes pratiques. Nous œuvrons au bien-être économique, social et culturel des populations du Burkina Faso.

À ce titre, A2N a pour missions :

- asseoir les bases d'un développement autogéré, durable, protecteur de l'environnement ;
- travailler à faire en sorte que les politiques publiques soient en adéquation avec les besoins/aspirations des populations ;
- promouvoir un accès équitable des communautés aux ressources naturelles.

Nos valeurs et principes



Avec qui ?

A2N travaille en étroite collaboration et à tous les niveaux de la vie de ses projets avec les collectivités territoriales, l'Administration, les services déconcentrés de l'État, les ONG, les projets et programmes intervenant dans la région pour accompagner les communautés locales, les organisations communautaires de base (associations locales, groupements, coopératives, GIE, CVD, comités locaux..., dans une dynamique de promouvoir la pérennisation des acquis et la durabilité des projets).

Comment ?

Notre stratégie d'intervention passe par :

L'implication et la participation des bénéficiaires

Un changement réel ne peut être obtenu autrement sans la participation des bénéficiaires. Leur implication et leur participation sont la meilleure façon qui témoigne et rassure sur la pertinence du projets/programmes et sont gage de la durabilité.

Une collaboration avec les autorités locales

Les autorités locales sont des acteurs incontournables car ils assurent la maîtrise d'ouvrage du développement au niveau local. Notre action consiste donc à renforcer leurs capacités afin de leur permettre d'assumer pleinement cette responsabilité.

Des partenariats avec diverses organisations

Nos projets sont pensés et mis en œuvre dans un esprit de synergie d'actions et avec le souci constant de renforcer les structures existantes et de mettre en place des dynamiques de développement pérenne.

Le travail au sein de réseaux et coalitions nationaux et internationaux

A2N combat les causes profondes de la pauvreté au moyen d'actions de renforcement de système de production, d'appui au relèvement économique, de plaidoyer et de campagnes de sensibilisation. Ce qui fait que nous sommes membres de plusieurs réseaux nationaux que sont le SPONG, le CCEB, et internationaux notamment l'UICN et l'AIDR. A2N participe également à de nombreux consortium avec des organisations internationales pour participer à la mise en œuvre de nombreux projets multisectoriels.

Par quelles actions ?

L'intervention de A2N couvre quatre (04) domaines.



Gestion des Ressources Naturelles (GRN)

La variabilité et le changement climatique influencent négativement les productions agricoles et pastorales. Cette situation ne fait qu'accentuer d'année en année la vulnérabilité des populations rurales et provoquer des conflits entre agriculteurs et éleveurs autour de l'accès et l'utilisation des ressources naturelles. C'est pourquoi, durant cette année 2019, A2N a poursuivi ses actions qui visent à améliorer et à renforcer les capacités de résilience des populations et le droit d'accès et l'utilisation des ressources partagées dans les régions du Sahel et du Centre-Nord tout en contribuant à minimiser les conflits.



Appui au développement local

Les communautés à la base doivent être les porteurs de développement au niveau local. Cela n'est possible que si ces acteurs sont sensibilisés et formés. Consciente de cette situation, A2N courant 2019 a encore œuvré pour booster la participation des populations et des collectivités territoriales dans la prise de décision au niveau local ainsi que dans la mise œuvre de projets et programmes de développement.



Innovations éducatives

Tout enfant a droit à une éducation. Force est de constater que nombreux sont ces enfants qui ne bénéficient pas ou qui n'ont pas bénéficié de cette éducation.

L'analphabétisme est considéré comme le principal handicap de développement et est souvent dû à certains facteurs comme la pauvreté des familles, les mariages précoces, l'éloignement des lieux d'enseignement et la pratique de l'orpaillage.

A2N qui met le développement au cœur de ses actions a agi pour que certains adultes puissent bénéficier des formations non formelles afin de sortir de la pauvreté et de devenir un citoyen responsable.



Formation professionnelle et entrepreneuriat des jeunes

A2N accorde une grande place aux renforcements des capacités et des compétences techniques des acteurs. De façon transversale, tous les projets qu'elle a mis en œuvre au cours de l'année 2019 ont mis un accent particulier sur cet aspect. C'est le processus par lequel les populations, les organisations et les sociétés renforcent leurs capacités à faire face aux problèmes de productions agricoles, d'organisation, d'environnement et de gestion afin d'améliorer leurs conditions de vie durable.

Gouvernance de l'ONG

A2N s'investit depuis plusieurs années dans la promotion de la bonne gouvernance, notamment à travers plusieurs projets dédiés au renforcement de la participation citoyenne. Mais ce principe prend source au sein de la gouvernance de l'association elle-même. Les instances de gouvernance ont des rôles et responsabilités distincts mais complémentaires. **En effet, A2N est pilotée par trois (03) instances de gouvernance.**

- **Une Assemblée Générale des membres** : elle se réunit une fois (01) tous les deux (02) ans et est l'organe suprême de l'association ;
- **Un Conseil d'Administration** : il est l'organe qui définit les grandes orientations ainsi que la stratégie de l'ONG. Il se réunit deux fois par an en session ordinaire ;
- **Une Direction Exécutive** : elle est l'organe opérationnel de l'association. Elle fonctionne indépendamment des projets/programmes et a pour mission d'assurer l'instruction, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des projets/programmes. Elle gère les budgets et œuvre pour la promotion de A2N et de ses actions.

Sous la présidence de Monsieur le Gouverneur de la Région du Sahel

IX^{ème} Session ordinaire de l'Assemblée Générale de A2N NODDE NOOTO

Dori, 05 octobre 2019, 9h30
à partir de 10h00
réunion de la présidence

*Première session ordinaire de l'année
2019 du Conseil d'Administration*

En cette année 2019, le calendrier statutaire était particulièrement chargé car c'était une année d'Assemblée Générale. En effet, conformément aux dispositions statutaires, la IX^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale était prévue pour se dérouler en octobre 2019. La nouvelle loi relative à la liberté d'association (Loi 064-2015/CNT du 30 octobre 2015) est rigoureuse sur la tenue régulière des instances associatives telles que prévues dans leurs statuts. Ce qui convient parfaitement au mode de gouvernance de A2N qui tient toujours ses instances à bonne date.

La IX^{ème} session ordinaire de l'assemblée générale a été un tournant pour la visée prospective de l'association car elle a vu l'adoption du Document d'orientation stratégique (DOS) 2020-2024 de l'association. Ce fut le moment fort de cette session de l'Assemblée Générale qui constitue un moment fort de la vie associative de A2N. Ce DOS fixe le cadre d'orientation de l'action de l'association pour les 5 prochaines années.

Il faut également noter que cette IX^{ème} session ordinaire a vu le renouvellement du mandat des membres du Conseil d'Administration pour un nouveau mandat de deux (02) ans. Ce nouveau mandat et l'adoption de ce DOS constitue un cap essentiel pour l'action de l'association dans le contexte d'insécurité actuel.

A2N en chiffres & images 2019



NOTRE ZONE
D'INTERVENTION :

2 RÉGIONS
36 COMMUNES
504 VILLAGES

17 PROJETS
ET AUTRES ACTIONS



32

Partenaires
Techniques
et Financiers



62

agents dont
26 cadres



un budget de
1 144 594 919 XOF



1 100 000
BÉNÉFICIAIRES
INDIRECTS



82 517
BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS



3 225
MÉNAGES VULNÉRABLES

Témoignage

DA Zièmé Joseph

Chef de service des opérations (CSO) de A2N

« L'Association Nodde Nooto travaille en étroite collaboration et à tous les niveaux de la vie de ses projets avec les bénéficiaires. Malgré la situation sécuritaire délétaire, nos actions ont touché directement 82 517 personnes. A2N a travaillé avec les agriculteurs, les pasteurs et agro-pasteurs, les personnes vivant avec un handicap. Elle a aussi œuvré en faveur des collectivités territoriales et de l'Administration publique burkinabè. A2N a également accompagné les communautés locales, les organisations communautaires de base (associations locales, coopératives, GIE, comités locaux...) du Burkina Faso.

Nous avons mis en œuvre 17 projets dans 2 régions (Sahel et Centre-Nord), 36 communes et 504 villages grâce à une équipe de 62 agents.

Les besoins sont immenses et les attentes sont énormes, nous sommes conscients de cela, et grâce à nos partenaires, nous entendons renforcer davantage nos actions en 2020 pour le bonheur de nos bénéficiaires.

Depuis 2015, la situation sécuritaire se dégrade au Burkina Faso et encore plus dans la région du Sahel. En dépit de ce contexte délétaire, nous avons continué à aller vers les communautés et à travailler avec elles partout. Nous avons, malgré tout, pu poursuivre nos activités sur le terrain en 2019 avec un protocole et une approche réadaptés pour la circonstance. La direction de l'ONG a travaillé à mettre en place une nouvelle approche qui nous permet de continuer à aller vers les bénéficiaires sans prendre des risques inutiles.

Nous avons pu parcourir les provinces de l'Oudalan, du Séno, du Soum et du Yagha grâce à cette nouvelle stratégie d'intervention. »

“ Les besoins sont immenses et les attentes sont énormes... ”





Activités au programme





Sécurisation des moyens d'existence des populations de la zone pastorale de Kougarï

Financement :

Fastnopher/
Action de Carême
Suisse

Budget total :

79 706 447 F CFA

Durée totale :

36 mois

Période :

Séptembre 2016
- août 2019

**Budget exercice
(2019) :**

28 575 364 F CFA

Durée de l'exercice :

Janvier à août 2019
(08 mois)

La gestion des ressources naturelles revêt une importance capitale de façon générale plus particulièrement dans la région du Sahel en raison des aléas climatiques, de la croissance démographique et de la forte pression du front agricole qui pèse sur ces ressources vitales de plus en plus rares.

La sécurisation de la zone pastorale de Kougarï, une initiative des communautés locales de 14 villages de la commune de Dori, vise à favoriser une gestion rationnelle de ces ressources. Ce fort engouement des communautés a permis l'élaboration et l'adoption du plan d'aménagement et de gestion de la zone pastorale en 2017, la tenue

de la table ronde des bailleurs le 16 octobre 2018 afin de mobiliser des financements pour la réalisation des aménagements prévus.

À la clôture du projet, le 31 août 2019, des acquis perceptifs témoignent le dévouement, l'engagement et le dynamisme des communautés, la commune de Dori, les services techniques du monde rural et l'Association Nodde Nooto (A2N) qui a bénéficié de l'appui technique et financier de Action de Carême Suisse/Fastnorpfer. En effet, sans un appui du projet en 2019, les structures de gestion foncière (CFV et CCFV) qui ont été mises en place continuent de bien fonctionner.

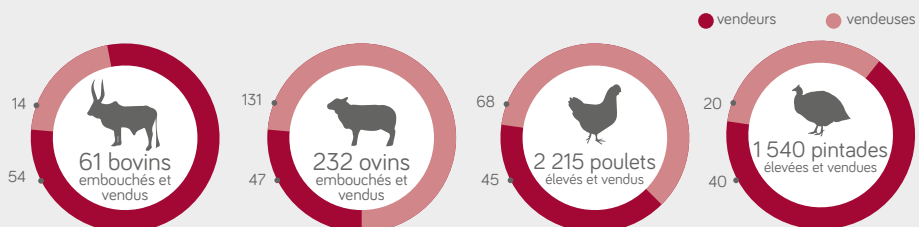
Les comités de surveillance et le Comité de Gestion (COGES) de la zone pastorale veillent également au respect de la charte. Les instances aussi se tiennent régulièrement comme le montre ce bilan présenté lors de l'auto-évaluation de la charte :

- 436 transhumants ont été enregistrés dans la zone pastorale en provenance des communes de Baní, Sampelga, Seytenga, des provinces de l'Oudalan, de la Gnagna et du Namentenga ;
- 30 850 bovins estimés arrivés dans la zone ;
- 03 cas de nouvelles constructions dans la zone ont été décelés ;
- 35 cas de coupe de bois verts ont été appréhendés ;
- 02 cas de feu de brousse causé par de petits bergers ;
- 13 cas appréhendés de ramassage de la paille ;
- 09 cas d'ébranchage des arbres ont été appréhendés.

Les producteurs, eux, continuent d'appliquer le paquet technologique ainsi que les techniques de récupération, de restauration de la terre. Les AGR se poursuivent au bonheur des communautés.

Les résultats engrangés au cours de cette année se présentent comme suit :

- 875 producteurs dont 229 femmes ont été sensibilisés sur le paquet technologique par les producteurs modèles ;
- 293 producteurs dont 108 nouveaux ont appliqué le paquet technologique ;
- 10 meilleurs producteurs ont été formés en agro-écologie ;
- 224 ha ont été traités aux techniques du paquet technologique.



Ils ont été nombreux lors de la table ronde des bailleurs à se positionner pour la viabilisation de la zone pastorale. Ces promesses sont en train d'être une réalité comme le montrent les témoignages ci-dessous.

Témoignage

DICKO Alou Hama

Producteur du village de Guidé

« La zone pastorale de Kougari s'étend sur quatorze (14) villages et couvre une superficie de près de 40 000 ha. Cette zone subissait les conséquences du surpâturage, de la gestion anarchique des ressources fourragères, de la coupe abusive du bois, etc. Nous avons sollicité A2N afin qu'elle nous aide à sécuriser cette zone de conflits dans l'optique de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs sur l'utilisation des ressources naturelles. Avec l'aide de A2N, nous avons pu élaborer une charte foncière, adopter de nouvelles techniques d'élevage et d'agriculture. Le projet a pris fin en août 2019 en nous laissant des acquis à pérenniser. Les structures de gestion foncière (CFV et CCFV) qui ont été mises en place continuent de bien fonctionner. Les comités de surveillance et le Comité de Gestion (COGES) de la zone pastorale veillent également au respect de la charte. Quelques partenaires ont fait des investissements dans la zone. Avec la mairie, nous allons travailler pour que la zone pastorale de Kougari soit plus viabilisée vu qu'elle est actuellement la zone de repli au regard de la situation sécuritaire de la région. »

“ Avec l'aide de A2N, nous avons pu élaborer une charte foncière, adopter de nouvelle technique d'élevage et d'agriculture... ”





Revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et du Centre-Nord par la promotion de la coexistence pacifique » (projet DJAM)

Financement :

FFU / Union
européenne

Durée totale :

Février 2019 - juillet
2021

**Budget exercice
(2019) :**

41 166 643 F CFA

Partenaire :

VSF-B

Période :

Février 2019 -
décembre 2019

Durée de l'exercice :

Février à décembre
2019 (11 mois)

Budget total :

100 052 468 F CFA



*Séance de sensibilisation
dans le village de Boumtenga
dans la commune de Zéguédéguin*

Le projet DJAM qui signifie PAIX en Fulfuldé est financé par les Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne. Il est mis en œuvre par un consortium composé de l'Association Nodde Nooto (A2N), de l'Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD), de l'Office de Développement des Églises Évangéliques (ODE), de l'Union Fraternelle des Croyants (UFC-Dori), de Christian Aid (CA), d'OXFAM et de Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B) qui assure le lead. L'objectif global de ce projet est la revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et du Centre-Nord par la promotion de la coexistence pacifique.

En 2019, A2N a intervenu dans les communes de Dori, Seytenga et Falangountou au Sahel et les communes de Tougouri, Zeguedeguine et Boulsa au Centre-Nord. Et son intervention a contribué à l'atteinte des résultats ci-dessous :



17 Commissions Foncières Villageoises (CFV) et Commissions de Conciliation Foncière Villageoise (CCFV) ont été mises en place



18 personnes dont 5 femmes de trois (03) associations de jeunes et de femmes ont été formées sur la **vulgarisation des chartes locales**

12 pools de jeunes et de femmes pour la **promotion de la paix** ont été mis en place



03 caravanes

intercommunautaires ont été réalisées. Ce qui a permis de sensibiliser 3 083 personnes dont 1 176 femmes sur la gestion des ressources naturelles



10 émissions radiophoniques ont été réalisées, 56 appels interactifs ont été enregistrés durant ces émissions



346 personnes dont 81 femmes ont été sensibilisées sur les techniques de **valorisation des déchets d'animaux à des fins de production bioénergétique**

31 producteurs dont 18 femmes ont été formés sur les techniques de valorisation des déchets d'animaux à des fins de production bioénergétique

Témoignage

Hamado OUEDRAOGO

Directeur Pays de Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B)

« Vétérinaires Sans Frontière Belgique est présent au Burkina depuis 2005 et depuis ce temps son premier Partenaire Local Principal est l'ONG locale « Association Nodde Nooto (A2N) ». Le premier projet de VSF notamment le projet « Promotion du Zébu Peul dans la région du Sahel (ZEPESA) » financé par le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire a été implémenté dans sa première phase en cogestion avec A2N et la seconde phase du projet a été entièrement gérée par A2N. Et depuis 2005, la collaboration avec A2N est au beau fixe en témoigne les nombreux projets mis en œuvre ensemble dans la région du Sahel et du Centre-Nord du Burkina Faso.

En 2019, en dépit des contraintes sécuritaires qui ont émaillées la mise en œuvre des actions dans les régions du Sahel et du Centre-Nord, VSF et A2N ont mis en œuvre en partenariat cinq (05) projets dans les deux régions. Il s'agit du projet de revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et du Centre-Nord par la promotion de la coexistence pacifique (Projet DJAM), du Projet Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL), des Projets Insertion & Stabilisation Socio-économique des Jeunes et des Femmes (Axe 1 & Axe 2) et du Projet Résilience au Sahel (RESA).

Le PARPEL arrive à terme en 2021. Le Burkina Faso fait partie des pays accrédités pouvant bénéficier des fonds de la DGD. Avec A2N, nous avons entamé des échanges pour la formulation de la deuxième phase du PARPEL en vue de consolider les acquis de la première phase.

Les performances de A2N sont simplement dues à son engagement, à sa connaissance du milieu, son expertise en matière de développement. Nous ne pouvons que réitérer notre confiance à l'association du fait de sa forte implication et contribution au développement socioéconomique des régions du Sahel et du Centre-Nord. »

“ Nous ne pouvons que réitérer notre confiance à l'association du fait de sa forte implication pour le développement socio-économique dans les régions du Sahel et du Centre-Nord. ”





Résilience et croissance économique au Sahel - Croissance accélérée (REGIS-AG)

Financement :
USAID

**Partenaire
technique :** CNFA

Budget total :
457 196 400 F CFA

Durée totale :
57 mois

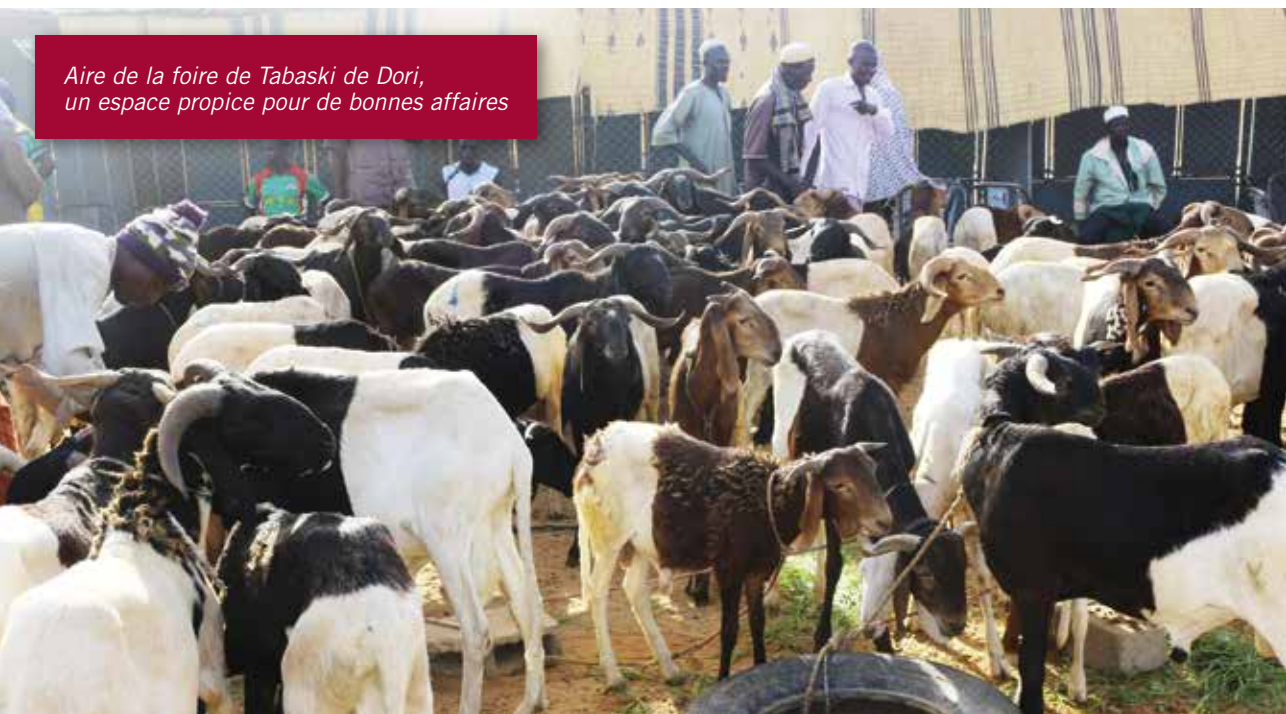
Période :
Avril 2015 - janvier
2020

**Budget exercice
(2019) :**
62 633 705 F CFA

Durée de l'exercice :
Janvier à décembre
2019 (12 mois)

Le projet Résilience et Croissance Économique au Sahel - Croissance Accélérée (REGIS-AG) a contribué à augmenter les revenus de plus de 300 000 personnes issues de ménages vulnérables du Burkina Faso et du Niger, à travers le renforcement des chaînes de valeur niébé, petits ruminants et la volaille des agropasteurs.

*Aire de la foire de Tabaski de Dori,
un espace propice pour de bonnes affaires*



A2N est membre du consortium d'organisations nationales et internationales (A2N et AGED au Burkina ; AREN, KARKARA au Niger ; CRS, SNV, VSF-B) avec comme lead l'organisation américaine Cultivating New Frontiers in Agriculture (CNFA). Ses actions en 2019 dans les régions de l'Est, du Sahel et du Centre-Nord du Burkina ont permis d'atteindre les résultats suivants :

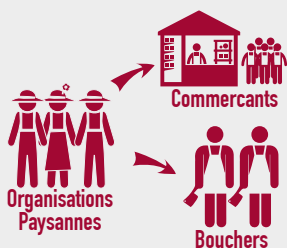


58 organisations des communes de Dori, Bani, Sebba, Sampelga et Seytenga ont **warranté 66 tonnes de produits agricoles** (mil, niébé, sorgho, arachides) pour un montant de 10 327 000 FCFA

153 personnes dont 103 femmes de 51 organisations ont participé à la **formation sur les techniques de négociation commerciale** ;



8 grappes composées de 150 OP, 13 commerçants et 3 bouchers de petits ruminants ont été **appuyées pour l'élaboration de leur plan d'accompagnement**



53 OP ont été mises en **relation commerciale** avec 6 commerçants collecteurs et 2 bouchers transformateurs

61 plans d'accompagnement ont été **élaborés et déposés** auprès des IMF pour la recherche de financement



26 participants (transformatrices et producteurs) du Sahel ont **participé à la foire du niébé** organisée à Kaya

10 centres d'alphabétisation fonctionnelle ont été ouverts au Sahel



Témoignage

Nathalie PALOGO/OUÉDRAOGO

Chef d'antenne A2N Kaya, Responsable chaîne de valeur

" Cette année, nous avons accentué nos actions dans l'optique de renforcer davantage la résilience des bénéficiaires. Nous avons mis un accent particulier sur des activités de relèvement économique combinées avec l'agro-écologie afin d'augmenter la production agricole et la sécurité alimentaire des ménages en cette période d'insécurité. En prenant l'exemple de l'appui apporté aux femmes dans l'optique de renforcer leurs capacités à mener des AGR, nous avons opté pour un appui par apport direct du cash et un accompagnement pour un crédit dans une IMF. Cela a permis aux ménages vulnérables d'être de plus en plus financièrement autonomes et de faire face à l'insécurité alimentaire. On constate une augmentation de la production, une capacité à faire face aux périodes de soudure. Les AGR ont permis aux femmes d'être plus autonomes financièrement et de participer économiquement à la vie du ménage. Leur contribution se concentre dans la scolarisation des enfants, les soins des membres de la famille et l'achat des vivres.

Si le constat sur le terrain laisse voir une amélioration de la résilience des populations, il reste beaucoup à faire. Nous restons confiants et déterminés à apporter notre contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations en 2020. "

“ Les AGR ont permis aux femmes d'être plus autonomes financièrement et de participer économiquement à la vie du ménage... ”





Amélioration de la résilience par le petit élevage

Financement :

DGD (Coopération
belge)

PTF : VSF-B et ESF

Budget total :

834 493 875 F CFA

Durée totale :

5 ans

Période :

Janvier 2017 -
décembre 2021

Budget exercice (2018) :

165 582 093 F CFA

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre
2019 (12 mois)

Dans le contexte de changement climatique qui prévaut au Sahel, sachant que l'essentiel des revenus des populations sahéliennes provient de l'exploitation des ressources animales, la résilience de ces populations suppose des capacités d'adaptation/ d'atténuation renforcées. Ce qui justifie l'initiative du projet PAR-PEL mis en œuvre par A2N et cofinancé en partenariat avec Vétérinaires Sans Frontières Belgique et Élevages Sans Frontières avec pour objectif d'accroître la résilience des populations démunies du Sahel.

Dans les régions du Sahel et du Centre-Nord, l'engagement et la détermination du personnel ont permis d'atteindre les résultats ci-après :

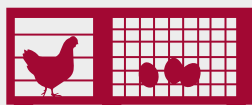


82 caprins ont été offerts
aux ménages vulnérables

**855 animaux des
ménages vulnérables**
vaccinés et dépistés



50 aviculteurs modèles
ont été dotés de **matériel**
pour la construction de
poulaillers



282 ménages ont été
accompagnés pour le ciblage
d'AGR porteurs dont 92 ménages
vulnérables ont **bénéficié**
des crédits pour développer
leur AGR



En plus de doter les ménages vulnérables de capital productif, le projet a facilité l'accès aux soins de santé animale à travers la promotion d'un dispositif de coaches endogènes issu des communautés. Ceux-ci ont été identifiés et formés pour encadrer les producteurs. En plus du suivi technique, ils ont également reçu une formation en entrepreneuriat pour pouvoir évoluer et devenir des fournisseurs de services au profit de la communauté.

Ces dernières années, le projet a encore œuvré à rapprocher l'offre de services de santé animale des bénéficiaires. Ainsi :



120 ménages vulnérables formés en **éducation nutritionnelle**



01 **dispositif d'épidémiologie-surveillance national** a été mis en place

327 ménages ont reçu des **calendriers sur la prophylaxie sanitaire** des petits ruminants pour faciliter le suivi sanitaire du noyau



20 **auxiliaires d'élevage** ont été sélectionnés, formés et équipés



280 ménages vulnérables ont bénéficié d'un **appui dégressif pour le suivi sanitaire du cheptel**



01 analyse de la **situation existante des zoonoses** a été faite

13 **coaches endogènes** ont été identifiés, formés et équipés

01 cabinet vétérinaire a été doté en **matériel roulant et en matériel clinique**



En vue de renforcer l'impact de ses actions sur le quotidien des bénéficiaires, le projet a mis en place des approches innovantes et des mécanismes capables de pérenniser les acquis. Ce sont entre autres :

- 15 aviculteurs dont 07 femmes ont participé à 02 foires organisées à Kaya. Ces événements commerciaux ont permis de vendre 383 têtes de volaille pour un chiffre d'affaires de 936 549 FCFA ;
- 05 Comités Directeurs Locaux (CODIL) formés sur leurs rôles et responsabilités ;
- 13 présidents CVD des villages d'intervention ont été formés en Gestion alternative de conflits fonciers ;
- 01 étude de recherche d'innovation validée dans le cadre de l'alimentation de la volaille et des petits ruminants ;
- 115 producteurs dont 23 hommes formés sur les principes de gestion d'entreprise et de percevoir l'importance du calcul des coûts.



Témoignage

Dr Charles Dieudonné MANDE

Promoteur de la clinique VETAGRI

" Le Centre polyvalent d'actions vétérinaires et agricoles (VETAGRI) de Kaya assure des prestations de services en santé et productions animales. Cela se fait à travers l'organisation en Réseau de Santé Animal Proximité afin de lutter efficacement contre le développement de circuit illicite de distribution des médicaments vétérinaires. A2N et son partenaire VSF-B travaillent à l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel dans la région du Centre-Nord à travers sa stratégie globale en matière d'appui aux prestataires privés des services de santé et de productions animales.

La convergence des objectifs des deux ONG et l'unicité des cibles constituent des facteurs de rapprochement et de collaboration. La collaboration entre VETAGRI & A2N est une expérience qui se déroule bien et chaque structure ne ménage aucun effort pour que les relations se poursuivent dans un très bon climat marqué par la transparence dans la mise en œuvre des activités, les rapports cordiaux et le maintien d'un esprit constructif. Cette symbiose est au profit du bénéficiaire final qu'est la population vulnérable des villages de la région du Centre-Nord. Il est souhaitable que cette collaboration se renforce afin que les défis persistants et nouveaux puissent être relevés. "

“ L'appui de A2N nous a permis d'étendre notre réseau et surtout d'améliorer l'accès aux soins aux petits éleveurs. C'est un dispositif qui a permis d'améliorer la productivité et renforcer la résilience des éleveurs... ”





Insertion et Stabilisation Socio-économique des Jeunes et des Femmes - Axe 1 & axe 2

Financement :

Coopération italienne
/ Union européenne

PTF : VSF-B

Budget total :

100 052 468 F CFA

Durée totale :

18 mois

Période :

Juillet 2018 -
décembre 2019

**Budget exercice
(2019) :**

98 984 504 F CFA

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre
2019 (12 mois)

Dans le souci de relever les défis en matière d'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables du Sahel marqués par la faible valorisation de l'opportunité économique, un consortium d'ONG dont A2N a obtenu une subvention de la Coopération italienne, à travers le Fonds Fiduciaire de l'Union européenne pour mettre en œuvre le projet Insertion et Stabilisation Socio-Économique des Jeunes et des Femmes (ISSJF) dans la province du Séno sur deux axes (l'axe 1 & 2).

L'objectif principal de ce projet qui se décline en deux axes (ISSJF 1 et ISSJF 2) est de créer des AGR porteuses (micro-entreprises, petites entreprises) pour les jeunes et les femmes.

L'expertise de A2N et de son partenaire principal VSF-B dans ce projet a contribué non seulement à l'amélioration des conditions économiques des femmes et des jeunes mais aussi au renforcement de leur résilience dans les six (06) communes de la province du Séno.



Les résultats obtenus grâce aux actions de A2N au niveau des deux axes sont les suivants en 2019 :



01 étude diagnostique de la filière bétail viande a été réalisée



53 hangars ont été réalisés au profit des unités de fauche et de commercialisation du fourrage

105 emboucheurs et acteurs de l'élevage naisseurs formés en **techniques d'embouche, la conduite de l'élevage naisseur et dotés de matériel d'embouche**



100 unités en fauche et de commercialisation du fourrage ont été mises en place

100 unités en fauche et de commercialisation du fourrage ont été formées en **techniques de fauche et de culture fourragère et dotées de matériel de fauche**



01 foire promotionnelle et de commercialisation du fourrage a été organisée

45 bouchers formés sur l'**hygiène et les notions de transformation, conservation de la viande** et dotés de matériel de conservation de viande



06 coopératives de bouchers ont été mises en place.





Appui au contrôle citoyen de la qualité de services dans les domaines de la santé et de l'éducation

Financement :
Banque mondiale

PTF :
PGEPC (MINEFID)

Budget total :
86 511 180 F CFA

Durée totale :
30 mois

Période :
Juillet 2018 -
décembre 2020

Budget exercice (2019) :
28 360 860 F CFA

Durée de l'exercice :
Janvier à décembre
2019 (12 mois)

A2N œuvre sans relâche pour un meilleur accès aux services de santé et de l'éducation. Dans cette lancée, le Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la qualité de services dans les domaines de la Santé et de l'Éducation (PACCSSED) a joué un rôle capital dans la communication pour le changement de comportement au sein de nos communautés également au niveau des services techniques.

En 2019, les principaux résultats susceptibles de renforcer durablement la contribution communautaire pour une meilleure offre de services dans les formations sanitaires et les écoles se présentent ainsi :

- 8153 personnes ont été sensibilisées sur la nature et la tarification des prestations de services dans les formations sanitaires et les écoles, et sur les droits et les devoirs des citoyens ;
- 376 diffusions des résultats de l'état des lieux des services de santé et de l'éducation ont été faites à travers quatre (04) canaux dont la RMD, la RTB2, Radio Falagountou et la Radio Waldè-djè et ont touché 133 000 personnes ;
- 08 foires de redevabilité regroupant les représentants des populations en clubs et prestataires de services de santé et d'éducation ont été organisées ;
- 1 200 livrets ont été produits en langues locales sur le contenu et les coûts des actes médicaux ;
- 08 clubs de champions de changement ont été mis en place dans les formations sanitaires et les écoles.



Amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel (F12 Sahel)

Financement :

Expertise France /
Union européenne

Budget total :

120 156 569 F CFA

Durée totale :

18 mois

Période :

Octobre 2018 -
mars 2020

**Budget exercice
(2019) :**

62 120 007 F CFA

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre
2019 (12 mois)

À l'instar des autres régions du Burkina, le chômage des jeunes et des femmes est très accentué dans la région du Sahel. Cette situation entrave le développement socio-économique et constitue une source d'instabilité majeure. Cette situation touche plus particulièrement les jeunes et les femmes et constitue un obstacle fondamental au bien-être des populations.

La faible qualification de la population burkinabè active plus spécifiquement celle sahélienne, peut être l'un des facteurs qui explique cela. Elle constitue une réelle source de montée de la violence et un terreau fertile de recrutement des réseaux terroristes et de trafiquants des substances.

Dans cette région, le besoin en énergie se pose avec acuité tandis que l'énergie solaire est disponible en quantité suffisante et en qualité. Or, cette source peut être profitable pour la région si elle est bien exploitée par l'expertise locale.

Pour pallier ce paradoxe, et soucieux de l'employabilité des jeunes et des femmes de la région, A2N avec l'appui technique et financier de l'Union européenne/ Expertise France met en œuvre le projet d'amélioration à l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel.



Séance de maintenance au Conseil Régional du Sahel par les bénéficiaires du projet



Les bénéficiaires du projet F12 Sahel à pied d'œuvre pour une installation solaire au CHR de Dori

Ce projet veut contribuer à accroître l'employabilité et l'autonomisation des jeunes et de femmes dans la région du Sahel par la création de micro-entreprises de production et de valorisation d'énergie solaire. L'urgence s'impose et les défis sont énormes. C'est pourquoi, plusieurs actions ont été menées au cours de cette année. Au cours de l'année 2019,

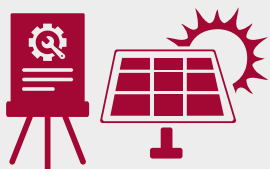


03 sessions ordinaires du **comité technique de suivi du projet** ont été tenues

50 jeunes et femmes ont été formés en **gestion de micro-entreprises et appuyés au montage de plan d'affaires**



05 cadres de A2N ont été formés en **diagnostic de besoin énergétique**



50 jeunes dont 37 hommes et 13 femmes ont été formés en **maintenance de 1^{er} niveau en énergie solaire**. Ces jeunes ont été mis en stage de perfectionnement. Ce qui fait d'eux des entrepreneurs aptes à booster l'employabilité des jeunes dans la région du Sahel.



Appui à la stabilité socio-économique des jeunes par la formation professionnelle et la promotion des micro-entreprises dans la région du Sahel, Burkina Faso

Financement :

Expertise France /
CDCs

Partenaire :

LPRYI, ANPE

Budget total :

101 000 000 F CFA

Durée totale :

12 mois

Période :

Juillet 2019 -
juillet 2020

**Budget exercice
(2019) :**

30 080 379 F CFA

Durée de l'exercice :

Juillet à décembre
2019 (06 mois)

Ce présent projet vient en complément au projet d'amélioration à l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel. Par ce projet, A2N veut contribuer à réduire le chômage des jeunes et des femmes en renforçant la stabilité socio-économique de ces jeunes par la formation professionnelle et la promotion des micro-entreprises.

En rappel, sur un total de 50 places disponibles sur le projet d'amélioration à l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel, A2N a 306 dossiers de candidature. Ce qui confirme davantage la forte attente de nombreux jeunes et femmes de la région en matière de formation professionnelle. Afin de réduire le risque de vulnérabilité de ces jeunes, A2N a approché le Centre de Crise et de Soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France pour la mise en œuvre du Projet d'Appui à la stabilité socio-économique des jeunes par la formation professionnelle et la promotion des micro entreprises dans les métiers de la production d'aliment bétail, l'électricité bâtiment et la mécanique auto.

De juillet à décembre 2019, les activités réalisées se résument à :



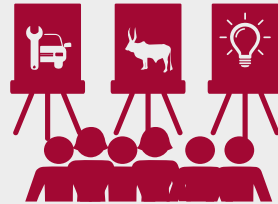
l'organisation de quatre (04) ateliers provinciaux d'information et de sensibilisation et de concertation sur le projet et de préparation au ciblage des bénéficiaires

la mise en place du **Comité Technique de Suivi du projet (CTS)**

la tenue d'une (01) session ordinaire du Comité Technique de Suivi du projet



la formation des apprenants en **gestion de micro-entreprises et l'appui au montage des plans d'affaires**



la sélection de **70 apprenants en formation professionnelle** dont 25 en production d'aliment bétail, 25 en électricité bâtiment et 20 en mécanique auto

la formation professionnelle de ces jeunes (hommes et femmes) au Lycée Professionnel Régional Yaya Idrissa de Dori et à l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi (ANPE) de Dori



Les apprenants de l'électricité bâtiment en travaux pratiques



Les apprenants de mécanique auto en travaux pratiques



Résilience au Sahel (RESA)

Financement :

Union européenne
(FFU)

PTF :

VSF-B, HI,
Croix-Rouge

Budget total :

40 222 391 F CFA

Durée totale :

36 mois

Période :

Janvier 2017 -
décembre 2019

**Budget exercice
(2019) :**

13 063 029 F CFA

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre
2019 (12 mois)

Le consortium Croix-Rouge Belgique, Médecins du Monde Espagne, Vétérinaires Sans Frontières Belgique, sous le lead de l'Humanité Inclusion, a obtenu un financement de l'Union européenne à travers le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne (FFU) pour mettre en œuvre le projet RESA (Résilience au Sahel) dans la province du Yagha.

L'expertise de A2N a été sollicitée dans le cadre de ce consortium par VSF-Belgique pour la mise en œuvre des activités de la thématique liée à la promotion de la paix, à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique entre communautés afin de minimiser les conflits communautaires. Cette thématique constitue un des domaines d'activité stratégique de A2N. Depuis sa création, A2N fait de la promotion du dialogue social, de la concertation et de la coexistence son cheval de bataille.

Les résultats obtenus au cours de cette année 2019 sont les suivants :



01 voyage d'études
sur la gestion des
ressources naturelles
a été organisé

20 membres des pools
jeunes et femmes (10
hommes et 10 femmes)
ont été recyclés
sur la **gestion et**
la prévention
des conflits



01 émission
radiophonique
a été organisée
sur le déstockage
stratégique et diffusée
45 fois



17 membres du comité
de **gestion de la zone**
pastorale de Moussoua
ont été formés sur leurs
rôles et responsabilités.

01 émission radiophonique
a été organisée sur la gestion
et la prévention des conflits à
travers l'utilisation rationnelle
des ressources naturelles
et diffusée 30 fois



Les bureaux de A2N

Bureau de Kaya

Secteur 6, Rte Nle N°3
Tél : (+226) 24 45 23 75
01 BP 143 Kaya 01
Email : kaya@noddenooto.org



Bureau de Ouagadougou

3364 Avenue de la Liberté
Tél : (+226) 25 33 33 84
11 BP 709 Ouagadougou 11
Email : ouaga@noddenooto.org



A photograph of a man with a shaved head, wearing a white shawl over a red and white striped shirt and blue jeans. He is sitting on the ground, looking down at a notebook or folder in front of him. The background is a dry, sandy area. A large teal triangle is overlaid on the right side of the image, containing the text "Activités hors programme".

Activités hors programme

Opérations d'appui conseil et d'intermédiation sociale au Programme de Croissance Économique dans le Secteur Agricole (PCESA) dans la région du Sahel (ACIS au PCESA)

Financement :

DANIDA

Durée en mois :

36 mois

Budget exercice**(2019) :**

57 584 919 F CFA

Donneur d'ordre :

PCESA (MAAH)

Période :

2018-2021

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre

Montant :

171 570 762 F CFA

2019 (12 mois)

Le Programme de Croissance Économique dans le Secteur Agricole (PCESA) a été initié par le Gouvernement du Burkina Faso et le Royaume du Danemark. Son objectif est de « Contribuer à une augmentation de la productivité, des valeurs ajoutées et des revenus agricoles en vue de contribuer à une croissance économique nationale et une réduction de la pauvreté. »

À travers une approche filière et chaîne de valeur, le PCESA s'est focalisé à développer des filières prioritaires ayant une potentialité de croissance, à savoir la gomme arabique, le karité, le niébé, le maïs et le bétail-viande dans cinq (05) régions du Burkina Faso dont le Sahel.

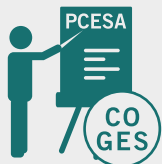
Le projet a ainsi construit des infrastructures au profit des collectivités qui, de nos jours, sont confrontées à un problème de gestion. Pour pallier à ce problème, l'unité de gestion du PCESA a procédé à un recrutement d'opérateurs d'appui-conseil pour la mise en œuvre des activités de la Sous-Composante B.2 « Appui-conseil et intermédiation sociale dans la gestion des infrastructures publiques. »



A2N a été recrutée dans la région du Sahel à cet effet. Cette année, les actions conduites par A2N ont permis d'atteindre les résultats ci-après :



16 COGES (49 hommes et 07 femmes) ont été formés sur la **tenue des outils de gestion**



16 COGES (85 hommes et 16 femmes) ont été formés sur leurs **rôles et responsabilités** et le contenu du contrat type PCESA



01 voyage d'échanges d'expériences du COGES de marché de bétail de Gorom-Gorom auprès du COGES de marché de bétail de Fada (01 femme et 15 hommes) a été réalisé

05 COGES (02 femmes et 18 hommes) ont été formés sur les **techniques de stockage et de conservation** du niébé et de la gomme arabique



02 infrastructures (magasins à Boundoré et Sampelga) ont été réfectionnées



10 infrastructures complémentaires ont été réalisées



11 COGES (01 femme et 33 hommes) ont été formés sur l'**hygiène et l'assainissement**

Eau et Croissance Économique Durable au Sahel (ECED Sahel)

Financement :

Coopération canadienne, IAMGOLD

Montant :

10 929 408 F CFA

Période :

Octobre 2018 à mai 2019

Donneur d'ordre :

Co Water/ECED Sahel

Durée en mois :

05 mois

Durée de l'exercice :

Janvier à mai 2019

Depuis 2017, A2N est en partenariat avec ECED Sahel pour le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des organisations paysannes des communes de Falagountou et de Gorom-Gorom. C'est une initiative financée par Affaires Mondiales Canada (AMC), IAMGOLD et ONE DROP et portée par CoWater.

Elle vise à renforcer les compétences de la coopérative des maraîchers « Edam-Keccol » et à promouvoir des AGR dans les deux communes impactées par la mine, afin d'assurer la restauration des moyens de subsistance des populations.

En 2019,


01 étude du milieu pour la conduite des activités sur le terrain a été faite



01 évaluation des capacités de gestion de la coopérative « Endam Keccol » a été faite



01 plan triennal d'actions de la coopérative « Endam Keccol » a été élaboré

01 assemblée de la coopérative des maraîchers « Endam keccol » a été tenue



36 responsables (président, trésorier, secrétaire) de 12 OP ont été formés sur la **mise en place et l'utilisation des outils de gestion**



Participation citoyenne : collecte de données pour un Essai Contrôlé et Randomisé (ECR) - Innovation Poverty Action (IPA)

Financement :

Banque mondiale

Montant :

40 190 540 F CFA

Période :
Mars à novembre
2019
Donneur d'ordre :

IPA

Durée en mois :

09 mois

Le Burkina Faso met en œuvre un agenda de décentralisation pour améliorer la capacité des administrations locales à fournir des services et pour renforcer les mécanismes locaux de reddition des comptes. Cela fait suite à deux décennies de législation, plus particulièrement la Constitution de 1991 qui a organisé les administrations locales en unités territoriales (collectivités territoriales), et le Code Général des Collectivités Territoriales de 2004 qui a consacré la région et la commune comme les deux niveaux de l'administration locale décentralisée.

La Banque mondiale, avec d'autres partenaires au développement, appuie les réformes en matière de décentralisation à travers des programmes conçus pour améliorer et renforcer la capacité et la responsabilité sociale des administrations locales. Le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT) du Burkina Faso vise à rehausser la capacité du gouvernement central en matière de décentralisation, tout en renforçant les capacités institutionnelles et administratives des municipalités (communes) et en augmentant la reddition des comptes des décideurs politiques au niveau local envers les citoyens. La première phase du PACT, d'une durée de cinq (5) ans (2012-2017), a été mise en œuvre dans six (6) régions du Burkina Faso : Cascades, Sahel, Centre-Nord, Centre-Sud, Centre-Est et Plateau Central.

Dans le cadre des activités du PACT, une équipe de chercheurs internationaux sous le mandat de la Banque mondiale a entamé des recherches pour un Essai Contrôlé Randomisé (ECR), avec l'objectif de tester une approche novatrice visant à accroître la participation des citoyens dans les affaires locales (l'invitation des « citoyens observateurs » aux réunions des conseils municipaux). Cet ECR

concerne la composante 3 du PACT : « Améliorer les relations de redevabilité entre les décideurs politiques au niveau local et les citoyens ». L'ECR cherche à tester si l'implication des citoyens ordinaires dans le processus de prise de décision municipale peut renforcer la confiance des citoyens aux autorités municipales et la redevabilité des décideurs municipaux envers leurs électeurs.

Dans cette optique, une étude a été commanditée par la Banque mondiale pour la collecte finale de données pour un Essai Contrôlé Randomisé (ou Randomized Controlled Trial (RCT) en anglais) sur une approche novatrice d'implication des citoyens à la gouvernance locale. Cette étude fait partie d'une collaboration de recherche entre Innovations for Poverty Action (IPA), le PACT, un chercheur externe de l'Institut allemand des études globales et régionales (GIGA), et l'équipe de l'Évaluation d'Impact de Développement (ou Development Impact Evaluation (DIME) en anglais) de la Banque mondiale et s'est déroulée dans les six (6) régions d'intervention du programme.

Dans la région du Sahel, l'Association Nodde Nooto (A2N) a été recrutée par IPA pour conduire une collecte de données auprès de 1 808 citoyens et 326 élus locaux dans 163 villages des vingt deux (22) communes rurales que compte cette région.

Les activités réalisées sont les suivantes :



**le recrutement
de 26 enquêteurs**



**la collecte de données
auprès de 193 conseillers**

**la collecte de données
auprès de 548 citoyens.**

**la formation des
26 enquêteurs par
IPA sur la collecte
électronique
de données de
l'enquête "Conseillers"**

**la formation
des 26 enquêteurs
sur la collecte
électronique
de données de
l'enquête "Citoyens"**



Projet d'appui à la Gestion Pacifique des Conflits Locaux (PGPCL)

Financement :

Peace Building Fund (PBF)

Montant :

121 381 100 F CFA

Donneur d'ordre :

PNUD, UNHCR

Période :

Juillet à décembre 2019

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à des attaques armées et à des incidents sécuritaires. À titre illustratif, le bilan des attaques terroristes dans le pays, du 1^{er} janvier 2015 au 15 septembre 2018, a été de 118 morts dont 48 membres des Forces de défense et de sécurité (FDS) et 70 civils. Pour l'année 2018, au 15 septembre, on dénombrait 69 victimes dont 31 parmi les FDS (25 militaires et 6 paramilitaires) et 38 civils. Cette situation renforce la crainte de l'ampleur de la menace sur la sécurité de l'ensemble du pays. À la date du 10 juillet 2019, 219 756 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays suite à la recrudescence de la violence. Les couches les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes sont les plus affectées par les conséquences de ces attaques.

De l'analyse causale effectuée, divers facteurs de fragilités et de risques ont été identifiés au nombre desquels (i) l'insécurité et l'instabilité ; (ii) la radicalisation et l'extrémisme violent et (iii) la faible présence et les capacités limitées de l'État. Ces facteurs inter-reliés ont affaibli les équilibres socio-économiques au niveau des communautés, en particulier des régions du Sahel et du Nord et remettent en cause la cohésion sociale et la paix communautaire. Ces fragilités peuvent être constatées au niveau de la compétition pour les ressources naturelles essentielles, la remise en cause par les jeunes générations des relations de pouvoir et des rapports sociaux au niveau des communautés, l'exploitation anarchique de l'orpaillage (or) et la cohabitation populations hôtes et réfugiés. Pareille situation peut dégénérer si rien n'est fait et engendrer d'autres types de fragilités.

Pour faire face à ces fragilités, le gouvernement burkinabè a déployé plusieurs programmes de développement en appui à la réponse militaire. Il s'agit notamment du Programme d'Appui au Développement des Économies locales (PADEL) et du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS/BF).

En appui aux efforts de développement du gouvernement burkinabè, le PNUD exécute un certain nombre de projets œuvrant notamment au renforcement du vivre-ensemble, à la prévention et à la gestion des conflits, bref au renforcement des actions de paix durable (Sustaining Peace). Certains de ces programmes financés par le Peace Building Fund, dont le Projet Gestion Pacifique des Conflits Locaux conjointement exécuté avec UNHCR, interviennent dans des régions caractérisées par une situation sécuritaire précaire rendant leur accès restrictif et difficile notamment pour le personnel des Nations unies. Pour remédier à cette contrainte, le PNUD contractualise avec des partenaires de mise en œuvre intervenant dans ces localités afin d'accélérer la mise en œuvre des activités et l'atteinte des résultats attendus.

L'Association Nodde Nooto (A2N) a été mandatée pour la mise en œuvre des activités dans la région du Sahel précisément dans 11 communes. Il s'agit des communes de Arbinda, de Djibo et de Kelbo dans la province du Soum ; des communes de Dori, de Gorgadji et de Falagountou dans la province du Séno ; des communes de Déou, de Gorom-Gorom et d'Oursi dans la province de l'Oudalan ; des communes de Mansila et de Sebba dans la province du Yagha.



Restitution des résultats de l'enquête de perception sur les mécanismes de résolution de conflits locaux

Les activités menées par A2N sont les suivantes :

- Contractualisation de 4 prestataires ;
- Réalisation d'un mapping (cartographie) des structures locales d'intercession et de médiation et ressortir le degré d'inclusion des jeunes dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits et dans les mécanismes de prise de décision dans le cadre de la prévention et la gestion des conflits ;
- Réalisation d'une enquête de perception sur les mécanismes de résolution de conflits locaux identifiés dans le mapping ;
- Organisation de sessions de formation au profit des structures locales dans la conduite d'une analyse locale de conflits ;
- Collecte (focus groups) des revendications à la base des conflits autour des ressources naturelles ;
- Réalisation d'une étude complémentaire portant sur le mapping des structures locales d'intercession et de médiation dans la région du Sahel Burkina, d'une enquête de perception sur les mécanismes identifiés dans le mapping, d'une collecte (focus groups) des revendications à la base des conflits autour des ressources naturelles impliquant les réfugiés, les populations hôtes et les personnes déplacées internes ;
- Appui aux populations des groupes cibles à mener un plaidoyer au niveau communautaire pour l'inclusion de représentants des différents groupes affectés par les conflits locaux dans les mécanismes, en assurant une représentation de déplacés et de réfugiés et d'au moins 30% de jeunes et des femmes dans ces groupes ;
- Assistance aux structures locales d'intercession identifiées (y compris les comités mixtes réfugiés/population) dans la réalisation d'une analyse locale de conflits communautaires dans les communes du Sahel.



Le projet Cross Border

Financement :

Peace Building Fund (PBF)

Montant :

11 000 000 F CFA

Donneur d'ordre :

PNUD

Période :

Juillet à octobre 2019

Le projet de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la région du Liptako Gourma (Cross Border) fait aussi partie des projets financés par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix durable (PBF). Il vise à soutenir les efforts du gouvernement dans le renforcement de la paix, de la sécurité et la cohésion sociale au Burkina Faso.

Sollicitée par le PNUD, A2N s'occupe du volet sensibilisation pour la paix et la sécurité. Au cours de cette année 2019 :



07 radios ont été identifiées pour la diffusion des émissions radiophoniques

168 diffusions radiophoniques ont été faites



07 messages de sensibilisation ont été élaborés sur l'engagement civique, la paix et la sécurité



07 émissions radiophoniques ont été produites

192 personnes ont été sensibilisées à travers l'organisation de 02 tribunes citoyennes sur la paix, la sécurité et la cohésion sociale dans les provinces de l'Oudalan et du Séno.



Tribune citoyenne sur la paix, la sécurité et la cohésion sociale dans la province du Séno



Le projet Demouso Kalan Yirwa

Financement :

Banque mondiale

Montant :

53 000 000 F CFA

Donneur d'ordre :

Ministère de la Santé
- Burkina Faso (PADS)

Période :

Mars à décembre 2019

Le projet Demouso Kalan Yirwa, un sous-projet du projet Sahel Women Empowerment & Demographic Dividend (SWEDD) qui est mis en œuvre dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest dont le Burkina Faso.

Dans le cadre du SWEDD, le projet Demouso Kalan Yirwa a fait l'objet d'un appel à proposition et a été retenu par le comité régional de pilotage au regard de la pertinence des actions à développer. En effet, il est cohérent avec les priorités du Burkina Faso en matière de développement, il s'est inspiré de la situation nationale et des expériences réussies au Burkina Faso ou ailleurs (d'autres pays) en matière de scolarisation de la jeune fille.

Son objectif global est de contribuer à l'accès, au maintien et à la réussite scolaire des filles de l'enseignement secondaire dans la Zone d'intervention du projet (ZIP).

De façon spécifiquement, il s'agit de :

- Rendre l'environnement éducatif plus favorable à la scolarisation des filles ;
- Améliorer les connaissances sur la SSR en milieu scolaire dans la ZIP ;
- Améliorer les résultats scolaires des filles de la zone d'intervention du projet.

Le Cadre de Concertation des ONG et Associations Actives en Éducation de Base au Burkina Faso (CCEB-BF) a été recruté pour la mise en œuvre des activités de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescent(e)s du sous-projet "Demouso Kalan Yirwa dans quatre 4 régions, à savoir les Cascades, le Centre-Nord, l'Est et le Sahel. Au total, 42 établissements scolaires post-primaires et secondaires sont concernés.

Dans la région du Sahel, A2N a été retenue par le CCEB pour conduire les activités terrain.

206 filles mères ou en difficultés ont été appuyées pour le retour en classe



06 clubs d'établissements et le Centre urbain de Dori ont été ravitaillés en produits pharmaceutique

09 latrines de 06 établissements ont été aménagées pour la pratique de l'hygiène des menstrues



8 420 personnes sensibilisées sur la santé sexuelle et reproductive dans les espaces publics



Difficultés rencontrées

Les difficultés inhérentes à la vie, au fonctionnement et au déroulement des activités n'ont pas manqué en 2019. Elles n'ont guère entravé l'atteinte de nos résultats. Ici, nous nous forcerons de ne point les mentionner, mais plutôt d'énumérer celles qui sont inattendues et difficilement maîtrisables.

En sus, on peut donc relever entre autres :

- l'insécurité grandissante dans la zone d'intervention, notamment dans les provinces de l'Oudalan et du Soum (région du Sahel) mais aussi dans une bonne partie de la région du Centre-Nord. Cette situation rend l'accès à certaines zones de plus en plus difficile, pour le personnel de l'association et impacte la mobilisation des bénéficiaires pour certaines activités.
- ces difficultés se traduisent essentiellement par la réduction de la mobilité des agents de l'association dans certaines zones. Il est devenu quasi impossible de se déplacer en véhicule automobile, de même qu'en motocyclette dans presque toute la région du Sahel en dehors de la commune de Dori. Les agents continuent à se déplacer dans certaines zones difficiles, mais seulement en transport en commun ;
- la difficulté de mobilisation des bénéficiaires pour des activités d'investissements sans prise en charge (per diems) mais aussi pendant la période de soudure, notamment parce que la recherche de l'eau les mobilise au moins 2/3 de leurs journées ;
- et d'autres difficultés, notamment liées aux procédures administratives, financières et comptables de certains partenaires et qui engendrent des retards dans la mise en œuvre de certaines activités.

Partenariat

En 2019, A2N a intensifié ses actions de recherche de partenariats. Ce qui a permis la signature de nouveaux protocoles et conventions aussi bien avec des financeurs qu'avec des partenaires institutionnels comme les collectivités territoriales.

On peut souligner entre autres :

- **la signature d'une convention entre l'Ambassade de France, l'Agence Française de Développement (AFD), la commune de Dori et A2N** dans le cadre du financement d'un projet d'urgence pour le renforcement de la cohésion sociale dans la commune de Dori ;
- **la signature d'un protocole de collaboration entre la commune de Dori et A2N** pour l'appui à la mise en œuvre de projets structurants dans la commune de Dori ;
- **la signature (par l'intermédiaire d'un mandant) d'une convention de financement avec l'Union européenne** pour la mise en œuvre de revalorisation de l'économie pastorale (DJAM) ;
- **la signature d'un protocole de collaboration avec le conseil régional du Sahel** pour la mise en œuvre du plan régional de développement de la région ;
- **la signature d'une convention de financement (par l'intermédiaire de HI) avec l'Union européenne** pour la mise en œuvre du projet RECOSA ;
- **la signature d'une convention de financement entre l'Agence Française de Développement (AFD) et A2N** pour la mise en œuvre du projet de renforcement de la cohésion sociale par la réhabilitation des infrastructures sanitaires et scolaires dans la commune de Dori.



*Photo cérémonie de signature
à la résidence de France*

Nos partenaires en 2019 sont les suivants :



Belgique
partenaire du développement



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



UNION EUROPÉENNE



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



LA BANQUE
MONDIALE



ACTION DE CARÊME



CNFA



**EXPERTISE
FRANCE**



Au service
des peuples
et des nations



Nations Unies
Consolidation de la paix
Réaliser une paix durable



UNFPA



UNHCR
The UN Refugee Agency



Projet de
Gouvernance Économique
et de Participation Citoyenne



PCESA



**Elevages
sans frontières**



**handicap
international**
humanité & inclusion



**ECED
SAHEL**



FONRID
FONDS NATIONAL DE LA RECHERCHE ET
DE L'INNOVATION POUR LE DÉVELOPPEMENT



**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**



INERA



IUCN



**CROIX-ROUGE
DE BELGIQUE**



**CROIX-ROUGE
BURKINA FASO**



**MÉDICOS
DEL MUNDO**



**AGENCE ITALIENNE
POUR LA COOPÉRATION
AU DÉVELOPPEMENT**



**IAMGOLD
ESSAKANE SA**



Situation financière

Période du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2019



Budget annuel : 1 144 594 919 XOF

I. Situation d'exécution financière par projet/service au 31/12/2019

Projets/ Services	Prévisions budgétaires	Réalisations	Solde sur budget	% d'exécution
Direction Exécutive	163 231 842	103 610 143	59 621 699	63%
PARPEL	165 582 093	145 702 700	19 879 393	88%
Djam	43 852 746	39 949 134	3 903 612	91%
Kougari	28 575 364	23 844 324	4 731 040	83%
REGIS-AG	133 222 627	62 633 705	70 588 922	47%
PACSED	28 996 449	28 439 415	557 034	98%
F-12 Sahel	65 733 620	50 164 458	15 569 162	76%
CDCS 03	40 381 515	30 080 379	10 300 836	74%
ISSJF Axe 1	36 652 500	35 664 997	987 503	97%
ISSJF Axe 2	62 407 004	58 138 939	4 268 065	93%
TOTAL	768 635 760	578 228 494	190 407 266	75%

II. Situation d'exécution de nos actions hors programme au 31/12/2019

PROJETS	FINANCEURS	Donneur d'ordre	Début de l'activité	Budget 2019	Exécution	% sur budget 2019	Solde (FCFA)
FONRID	FONRID	Université Norbert Zongo Koudougou	Août-18	1 489 000	1 489 000	100%	0
RESA	UNION EUROPEENNE	VSF-B	Juin-17	29 401 756	29 398 432	100%	3 324
ACIS PCESA	DANIDA	PCESA		56 992 921	56 992 921	100%	0
ACIS-RENFORCAP COGES PCESA	DANIDA	PCESA	Mai-19	21 673 030	21 673 030	100%	0
ECED	ECED	ECED	Sept.-18	10 929 408	10 929 408	100%	0
ESSAKANE SA	IAMGOLD	Essakane SA	Février-19	5 162 750	5 162 750	100%	0
SWEED/DKY	SWEDD / BF	CCEB	Février-19	57 967 000	46 353 760	80%	11 613 240
Projet de Gestion Pacifique des conflits Locaux (PGPCL)	PBF	PNUD et UNHCR	Juin-19	140 734 786	120 295 388	85%	20 439 398
Projet CROSS BORDER LIPTA-KO GOURMA	PBF	PNUD	Juillet-19	11 417 968	11 417 968	100%	0
Enquête RCT	BANQUE MONDIALE	IPA		40 190 540	38 735 540	96%	1 455 000
TOTAL GÉNÉRAL				375 959 159	342 448 197	91%	33 510 962

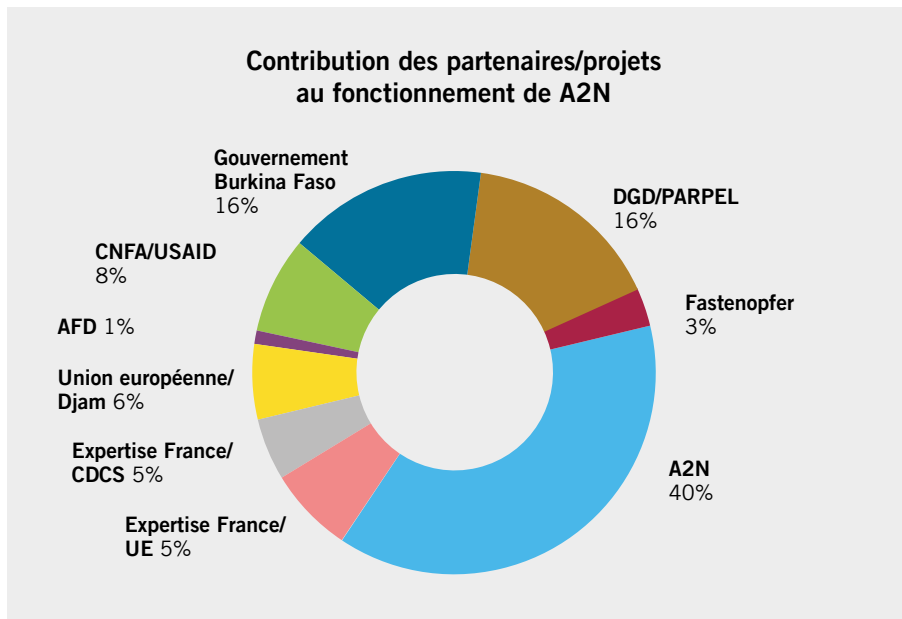
III. Contribution des partenaires de l'ONG aux charges salariales et au fonctionnement au 31/12/2019

3.1. Contribution des PTF (Programme)

PARTENAIRES/PROJETS CONTRIBUTEURS									
	A2N	Expertise France/ UE	Expertise France /CDCS	Union européenne	DGD (Belgique)	Fastenopfer ³ (Suisse)	Gouvernement du Burkina Faso	USAID/CNFA	AFD ⁴
	FONDS PROPRES	Projet F12 Sahel	CDCS 03	Projet DJAM	PARPEL	Projet Kougari	Divers projets nationaux	REGIS-AG	PRCSC
Contribution aux charges salariales	14 900 478	5 416 900	3 684 612	4 856 449	9 445 587	2 131 536	5 509 483	5 253 840	576 193
Contribution au fonctionnement	340 100	887 897	728 371	1 061 534	5 300 000	687 808	8 973 040	1 906 585	-
TOTAL PAR PARTENAIRE	15 240 578	6 304 797	4 412 983	5 917 983	14 745 587	2 819 344	14 482 523	7 160 425	576 193
									71 660 413

NB : Pour les charges salariales, il s'agit de la contribution des projets aux salaires du personnel permanent de l'ONG. Ce sont les agents dont les charges salariales sont réparties sur plusieurs projets et qui interviennent à temps partiel sur les projets de l'ONG.

3 Le projet Kougari a été clôturé le 30 août 2019 donc la période considérée est de janvier à août 2019.
 4 Pour le Projet de Renforcement de la Cohésion Sociale par la réhabilitation des infrastructures sanitaires et scolaires dans la Commune de Dori (PRCSC) financé par l'Agence Française de Développement (AFD), il faut noter qu'il court sur seulement 2 mois (novembre et décembre) dans l'exercice 2019.



NB : A2N est impliquée dans 3 programmes gouvernementaux de trois départements ministériels différents notamment :

- le Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID), à travers le Projet de Gouvernance Économique et de Participation Citoyenne (PGEPC) financé par le Groupe IDA/Banque mondiale ;
- le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (MAAH), à travers le Programme de Croissance Économique du Secteur Agricole (PCESA) financé par le Royaume du Danemark (DANIDA) ;
- et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion des Langues Nationales (MENPLN), à travers le Programme Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel ou Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD), à travers son sous-projet Deemouso Kala Yirwa (DKY).

Cependant, il est important que A2N bénéficie de ces subventions gouvernementales, à travers des appels à projets ou à travers un mécanisme de commande publique donc de façon concurrentielle.

3.2. Contribution des actions ponctuelles (mobilisation d’autres ressources)

AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT					
RUBRIQUES	PGPCL, PNUD/ UNHCR, PBF	PNUD/ CROSS BORDER	Union européenne (HI et VSF-B)	IPA, PACT et Banque mondiale	ECE Sahel
			RESA	Enquêtes RCT	ECED
Contribution aux charges salariales			1 093 746	3 169 000	2 175 000
					6 437 746
Contribution aux charges de fonctionnement	14 472 266	1 400 000	6 772 422	8 000 000	3 020 064
					33 664 752
TOTAL GÉNÉRAL	14 472 266	1 400 000	7 866 168	11 169 000	5 195 064
					40 102 498

IV. SITUATION FINANCIÈRE RÉCAPITULATIVE 2019

N°	DÉSIGNATION	MONTANT
1.	Investissements	570 919 601
2.	Ressources humaines	273 667 001
3.	Fonctionnement	76 087 089
TOTAL GÉNÉRAL		920 676 691



Association Nodde Nooto (A2N)

Association Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : Secteur 01, BP 30 Dori

Tél. : (+226) 24 46 03 01 - Fax : (+226) 24 46 00 14

E-mail : nodde@fasonet.bf - Site web : www.noddenooto.org

Bureau de Ouagadougou

3364 Avenue de la Liberté

Tél. : (+226) 25 33 33 84

11 BP 709 Ouagadougou 11

Email : ouaga@noddenooto.org

Bureau de Kaya

Secteur 6, Rte Nle N°3

Tél. : (+226) 24 45 23 75

01 BP 143 Kaya 01

Email : kaya@noddenooto.org